

COLLECTION "LU POUR VOUS"

n°49 - septembre 2025

L'Âge du capitalisme de surveillance

**Les données,
or noir du XXI^e siècle**

Synthèse du livre
de Shoshana Zuboff

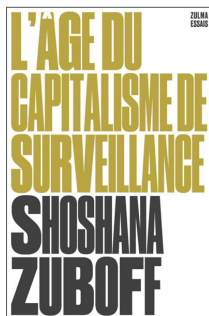
leDoTank

en partenariat avec



Synthèse rédigée par **Raphaël GIALDINI**,

ENS Paris-Saclay, à partir de :



Shoshana Zuboff – *L'Âge du capitalisme de surveillance. Les données, or noir du XXI^e siècle* – Éditions Zulma – Collection Essai – 2022 [2018]

« Prophète de l'ère de l'information » selon le *Financial Times*, Shoshana Zuboff est professeure émérite à la Harvard Business School et professeure associée à la Harvard Law School. *L'Âge du capitalisme de surveillance*, plébiscité dès sa sortie, a fait l'effet d'un tsunami. Unaniment salué par la presse, il est aujourd'hui traduit dans une vingtaine de pays.

La collection "Lu pour vous"

La collection "Lu pour vous" propose des synthèses de travaux académiques qui font référence sur des questions liées à la Responsabilité Sociale, Sociétale et environnementale des Entreprises (RSE).

Chaque thématique a vocation à être abordée par des auteurs ayant des opinions contrastées.

Ces notes de synthèse ne présentent pas un avis du DoTank et n'engagent pas sa responsabilité quant aux points de vue exprimés : elles n'ont d'autre ambition que de mettre à la disposition du lecteur des ressources pour sa réflexion et de lui donner envie d'aller plus loin dans la découverte des ouvrages et de leurs auteurs.

L'Âge du capitalisme de surveillance

Les données, or noir du XXI^e siècle

Avant-propos

L'un des principaux enjeux auquel le discours de la RSE se trouve aujourd'hui confronté est celui de la nouvelle donne que l'économie numérique impose à tout un ensemble de pratiques que l'on pouvait croire intangibles (modèles d'affaires, conditions de travail, outils de production, stratégies d'innovation, etc.). Cette nouvelle économie modifie en effet profondément les conditions de production et de consommation dans nos sociétés en créant des espaces d'échange dématérialisés qui redoublent l'espace ordinaire dans lequel nous évoluons. Or, ces espaces numériques ne sont pas une infrastructure neutre qui se borneraient à accélérer le transit de l'information, ils sont également le lieu où s'invente une nouvelle variété de capitalisme visant à faire des traces numériques laissées par les utilisateurs un actif commercialisable en propre. C'est à la description des logiques de fonctionnement systémique de ce capitalisme de l'immatériel, dont les GAFAM sont la devanture la plus connue, que s'attachent les travaux de Shoshana Zuboff. Dans la lignée des analyses que Marx a consacrées au capitalisme industriel, la sociologue américaine entend mettre au jour les rouages de ce nouveau capitalisme en lui appliquant les notions traditionnelles de la théorie critique (marchandisation, exploitation, extraction de survalueur, etc.) afin de faire apparaître des persistances (la logique du profit) autant que des novations (la manière dont les données et les comportements numériques des usagers sont transformés en produits commercialisables). Ce faisant, son *magnum opus*, *L'Âge du capitalisme de surveillance* (2018) propose une réécriture du *Capital* de Marx adapté à notre siècle. Si le ton de l'ouvrage est volontiers polémique, la qualité des analyses qui y sont déployées autant que la précision des concepts fournis pour anatomiser l'économie numérique en font un outil incontournable à la bonne intelligence du nouvel écosystème marchand dans lequel nous évoluons.

Introduction

Vers une nouvelle forme de capitalisme

Dès l'incipit de *L'Âge du capitalisme de surveillance*, Zuboff donne une définition de son objet de recherche. Le capitalisme de surveillance se trouve appréhendé sur un mode pluriel comme renvoyant tout à la fois à :

1. Un nouvel ordre économique qui revendique l'expérience humaine comme matière première gratuite à des fins de pratiques commerciales dissimulées d'extraction, de prédiction et de vente ;
2. Une logique économique selon laquelle la production des biens et des services est subordonnée à une nouvelle architecture globale de modification des comportements ;
3. Une mutation du capitalisme marquée par des concentrations de richesse, de savoir et de pouvoir sans précédent dans l'histoire humaine ;
4. La structure fondatrice d'une économie de surveillance ;
5. Une menace pour la nature humaine, au XXI^e siècle, aussi cruciale que l'a été le capitalisme industriel pour le monde naturel aux XIX^e et XX^e siècles ;
6. L'origine d'un nouveau pouvoir instrumentarien [*Big Other*] qui affirme sa domination sur la société et lance des défis inédits à la démocratie de marché ;
7. Un mouvement qui vise à imposer un nouvel ordre collectif fondé sur la certitude absolue ;
8. Une dépossession des droits humains essentiels qui peut être vue comme ne bénéficiant qu'à une petite élite et qui constitue à ce titre une atteinte à la souveraineté du peuple.

Le capitalisme de surveillance, ainsi que l'envisage Zuboff, décrirait donc la dernière évolution en date du capitalisme. Fondé sur l'essor des infrastructures numériques et des « architectures du choix »,

il permettrait, en canalisant l'attention, l'avènement d'une nouvelle dynamique d'accumulation du capital reposant sur un extractivisme prédateur et conduisant à l'extension de l'arraisonnement des existences. Il serait donc une étape importante dans l'émergence d'une nouvelle gouvernamentalité au service de la production d'attitudes conformes aux exigences fonctionnelles de l'économie contemporaine et des rapports sociaux dominants lui correspondant.

Au sein du capitalisme de surveillance, le *contrôle social* ne se contente plus d'être un ensemble d'instruments, de procédures d'escorte et de mise sous tutelle assurant les conditions de possibilité de l'exploitation de la force de travail, de la circulation et de la consommation des marchandises, ainsi que de la création de la valeur. Il est le cœur même d'un nouveau marché qui repose sur des capacités inédites à tirer profit de l'expérience humaine : *un marché des comportements futurs* qu'il s'agit de gouverner. Autrement dit, Zuboff estime que l'économie numérique rend aujourd'hui possible l'émergence d'un pouvoir d'une ampleur inouïe s'adossant à une surveillance généralisée des vies, dont les grands ordonnateurs et bénéficiaires sont les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft, etc.), lesquels possèdent les dispositifs de captation, de stockage, d'analyse (*datafication, machine learning*, IA) et de commercialisation des traces numériques laissées en continu par des milliards d'utilisateurs fréquentant une variété toujours plus importante de plateformes (réseaux sociaux numériques, *user generated content*, vente en ligne...). Ces traces sont constituées par les contenus que déposent en ligne les internautes (textes, photos, vidéos, etc.), mais aussi par les actions qu'ils y déploient (chercher, commenter, visionner, etc. – c'est-à-dire, par exploitation des *data logs*), ainsi que par les trajectoires qu'ils empruntent (une balistique numérique). Le capitalisme de surveillance repose donc sur les capacités de valorisation de la collecte de masse (*big data*) qui, d'une part, autorisent à renforcer considérablement les velléités autoritaires de certains régimes (y compris « démocratiques ») et, d'autre part, contribuent à affermir les pratiques de guidage des conduites permettant de maximiser les profits. Dans un cas comme dans l'autre, plus les dispositifs de surveillance se trouvent en mesure de récolter et de traiter des informations (le développement des intelligences artificielles est à cet égard crucial), plus ils se donnent les moyens

de leur efficacité. Aussi tout est-il organisé pour (r)amasser le maximum de données. Aux affordances des outils numériques qui sont autant d'incitations explicites à *faire*, s'ajoutent des *programmes d'action* qui orientent plus insidieusement les pratiques en ligne (notamment *via* les recommandations algorithmiques), ainsi qu'un répertoire de conditions générales d'utilisation, de licences, de politiques de confidentialité et autres contrats d'adhésion (accords au clic), dont on sait qu'elles ne sont guère lues, mais rendent légal le pillage des données personnelles et poussent les utilisateurs à renoncer, le plus souvent à leur insu, à une partie toujours plus importante de leur vie privée (*privacy*).

1.

Commercialiser l'expérience humaine

Le capitalisme de surveillance revendique unilatéralement l'expérience humaine comme matière première gratuite destinée à être traduite en données comportementales. Bien que certaines données soient utilisées pour améliorer des produits ou des services, le reste est déclaré comme un *surplus comportemental* propriétaire, qui vient alimenter des chaînes de production avancées, connues sous le nom d'« intelligence artificielle », pour être transformé en *produits de prédiction* qui anticipent ce que vous allez faire, maintenant, bientôt, plus tard. Enfin, ces produits de prédiction sont négociés sur un nouveau marché, celui des prédictions comportementales, qui peut être désigné comme un marché des comportements futurs.

Ainsi présentée, la chose est déjà fort inquiétante, mais le caractère effrayant du phénomène se trouve largement renforcé quand on prend conscience de trois faits supplémentaires amenés à travailler de concert :

1. la publicité, toujours plus profilée, s'avère de plus en plus efficace dans sa compétence à faire toujours mieux correspondre les attentes des consommateurs-internautes à des produits et des services singuliers ;
2. le surplus comportemental n'est pas uniquement un enregistrement-traitement d'actes exercés en toute liberté, mais l'*inscription* (par exemple, la mise en écriture et en script), dans les mémoires du capitalisme de surveillance, de comportements qui sont le résultat de prescriptions diverses dont il se trouve à l'origine. Autrement dit, si la surveillance numérique se fonde sur une observation continue des comportements (littéralement sa matière première) toujours plus efficiente, elle contribue aussi largement à produire les attitudes qu'elle examine et devient, de ce fait, tendanciellement autoréférentielle ;

3. le capitalisme de surveillance ne saurait se contenter des « capteurs » sur lesquels il s'appuie d'ores et déjà (*hardware* et *software* : ordinateurs, tablettes, smartphones, montres connectées, plateformes, géolocalisation, cookies, trackers...), mais entend amplifier ses capacités de mise à nu des existences. Il vise une extension permanente des domaines de la dépossession et compte, à cet égard, sur le développement des *objets connectés* (un *commerce du réel* ajoutant l'exécution à l'extraction) pour récupérer de nouvelles données personnelles documentant la moindre parcelle de particularité, y compris la plus intime (*accumulation du surplus*) : « L'évolution vers les économies de gamme définit une nouvelle série d'objectifs : le surplus comportemental se doit non seulement d'être volumineux mais également varié. Ces variations se développent selon deux axes. D'abord l'*extension* des opérations d'extraction du monde virtuel au monde « réel ». [...] Un second axe : la *profondeur*. [...] L'idée est la suivante : on pourrait extraire un surplus comportemental hautement prédictif – et donc hautement lucratif – des fonctionnements les plus intimes de l'individu ».

Le capitalisme de surveillance aspire donc à trouver les moyens d'identifier et de catégoriser tout ce qui participe de la singularité des sujets (affects, goûts, dispositions, compétences, *etc.*) et fait de chaque acte, un *actif* à pourchasser, à catégoriser et à vendre. Il se fonde sur un *impératif d'extraction* qui n'a de cesse de vouloir élargir ses capacités d'exploitation des données personnelles des utilisateurs, dans un souci d'économie d'échelle : « Grâce à l'accès unique de Google aux données comportementales, il serait désormais possible de savoir ce qu'un individu *particulier* à un moment et dans un lieu particuliers pense, sent et fait ». Aussi, « le moment précis où nos besoins sont satisfaits est aussi le moment précis où on pille nos existences pour des données comportementales, et tout cela au profit d'autres ». La satisfaction de ses besoins (non essentiels) qui situent les usages du numérique du côté de l'épanouissement et de l'utilité est également, et en même temps, une forme exemplaire de domination qui idéalement cherche à « produire du passage à l'acte sans formation ni formulation de désir ». Et c'est évidemment cette double nature qui rend le processus général pervers, en ce qu'il facilite, voire arrache le consentement.

Zuboff identifie plus précisément quatre moments dans le cycle d'extraction : l'*incursion* (pénétration insidieuse des objets, des services, des applications au sein de la texture des existences), l'*accoutumance* (ancrage des usages par habitude dans un mélange de plaisir, d'impuissance et de résignation), l'*adaptation* (ajustements tactiques des politiques d'extraction – réponses rapides aux critiques) et la *redirection* (ajustements stratégiques des politiques d'extraction – mise en acceptabilité et régulation institutionnelles cherchant à contrer autant le communalisme numérique que les tenants du droit d'auteur).

2.

L'instrumentisme, une nouvelle forme de pouvoir

Ces velléités à rendre visibles et lisibles les existences (mise à nu et mise au pas allant de pair) sont, selon Zuboff, au principe d'un nouveau type de pouvoir qu'elle nomme *instrumentarisme* (on pourrait aussi bien parler de *gouvernementalité algorithmique*). Le pouvoir instrumentarien fournit aux marchés de quoi s'ajuster précisément à leurs clients, mais, de surcroît, il produit lesdits clients et étalonne lui-même les marchés, rendant ainsi la prédictibilité toujours plus efficiente, car « la méthode la plus infaillible pour prédire les comportements est encore d'intervenir à leur source ». Le capitalisme de surveillance développe ainsi des *économies d'action* au sein desquelles les clients privilégiés sont les entreprises (annonceurs) qui lui achètent des informations permettant des cibages précis pour leurs politiques d'adresse. Mais aussi le rémunèrent-elles pour sa capacité à engendrer et façonner les marchés dont elles ont besoin par manipulation et conditionnement-renforcement des comportements des internautes. Les conditions idéales de fonctionnement de cet *instrumentarisme* tiennent *a minima* à trois éléments : d'une part, son efficace propre, pour l'essentiel technologique et fondée sur des outils d'extraction-analyse (que Zuboff nomme *l'intelligence machine*) ; d'autre part, sa capacité à rendre ses infrastructures indispensables (par exemple par la gratuité), ses utilisateurs dépendants et donc à rendre aussi de plus en plus coûteuses (socialement, économiquement, etc.) les logiques de refus ou d'*exit* (déconnexion) ; enfin, son aptitude à configurer une superstructure légitimant l'affirmation de soi, ainsi qu'à produire et encourager une culture s'appuyant sur l'expressivisme, les identitarismes et le consentement à s'« extimiser », révisant sans cesse à la baisse les normes sociales de la contention de soi.

Sous cet aspect, le capitalisme de surveillance consiste en un *aggiornamento* conséquent du processus de civilisation et à une révision importante des jeux de contrôle/décontrôle des comportements, que la juriste Margaret Radin décrit à raison comme une *expropriation du*

privé ou que David Harvey (l'une et l'autre mentionnés par Zuboff) peint comme un *processus d'accumulation par dépossession*. La notion de *réification* vient également naturellement à l'esprit, car le capitalisme de surveillance décrit une transformation généralisée des sujets en objets « aplatis dans la dimension unique des équivalences » : « Pour que chaque utilisateur puisse avoir son propre Google [...], il faut que Google possède chaque individu. [...] Ces méthodes réduisent les individus au plus petit commun dénominateur de la similitude – un organisme parmi les organismes – en dépit de toutes les différences vitales qui font que nous ne sommes pas similaires ». Le modèle d'individuation-autonomisation du capitalisme de surveillance se résume *de facto* à une logique d'individualisation-surexposition à dessein commercial (ou politique – voir la retentissante affaire Cambridge Analytica) à laquelle il sera de plus en plus difficile d'échapper et dont on peut présager que la possibilité de s'en distancier sera indexée à des dispositions, des compétences et des capitaux inégalement présents au sein de l'espace social.

3.

Division du savoir et dépossession des connaissances : le dédoublement des « textes électroniques »

À ce phénomène d'expropriation s'ajoute une autre forme de domination conduisant à un renforcement de certaines asymétries quant à la *division du savoir dans la société* : « Le fossé entre ce que je peux savoir et ce qui peut être su à mon sujet s'élargit, créant un abîme plus qu'inquiétant encore entre ce que je peux faire et ce qu'on peut me faire. Le savoir illicite et le pouvoir injustifié du capitalisme de surveillance [...] menacent de défaire la démocratie tout en refondant l'ordre social ». La logique de sujétion portée par le capitalisme de surveillance se présente donc aussi comme une forme de *prolétarianisation*, en ce qu'elle prive l'utilisateur de la pleine maîtrise de ses savoirs être comme de ses savoirs faire.

Cette dépossession des connaissances de/sur soi est qualifiée par Zuboff de « principe axial de l'ordre social [et de son contenu moral] dans une civilisation de l'information ». Elle précise : « La maîtrise de la division du savoir dans la société commence avec ce que j'appelle *le problème des deux textes*. Les mécanismes spécifiques du capitalisme de surveillance contraignent à la production de deux «textes électroniques» au lieu d'un seul. S'agissant du premier texte, nous sommes ses auteurs et ses lecteurs. Ce texte familier destiné au public est célébré à juste titre, car il met entre nos mains l'univers des informations et des connexions. Google Search codifie le contenu informationnel de l'Internet. Le fil d'actualité de Facebook tisse les liens du réseau. Une grande partie de ce texte destiné au public est composé de ce que nous inscrivons sur ses pages : posts, blogs, vidéos, photos, conversations, musique, histoires, observations, *likes*, tweets, bref, tout le grand brouhaha de nos vies captées et communiquées. Sous le régime du capitalisme de surveillance, cependant, le premier texte n'est pas le seul : il traîne derrière lui une ombre. Le premier texte [...] fonctionne vraiment comme une opération d'approvisionnement pour le second texte : le *texte fantôme*. Toutes les contributions que nous avons apportées au premier

texte, si triviales ou si fugaces soient-elles, deviennent une cible pour l'extraction du surplus [comportemental]. Ce surplus remplit les pages du deuxième texte qui est dissimulé à notre vue : "en lecture seule" pour les capitalistes de surveillance ».

Zuboff insiste donc sur le fait que le texte fantôme transcrit finalement toujours beaucoup plus que ce que nous voulons bien dire de nous, davantage que ce que nous pouvons connaître de nous-mêmes et, surtout, que ce *gap* entre ce qui est *visibilisé* et *fait*, d'une part, et ce qui est *su* par les capitalistes de surveillance et *vendu* à d'autres que les utilisateurs, d'autre part, ne semble pouvoir être comblé : « Le résultat est que la division du savoir est à la fois le principe dominant de l'ordre social dans notre civilisation de l'information et l'otage, déjà, de la position privilégiée du capitalisme de surveillance comme rédacteur dominant, propriétaire et gardien des textes. [...] Le capitalisme de surveillance a été en mesure d'imposer à notre insu un contrôle considérable sur la division du savoir, sans que nous ayons aucun moyen de le combattre ». Et ce contrôle sera d'autant plus important qu'il aura réussi à amoindrir, d'une part, à un niveau collectif, les régulations législatives (les GAFAM possèdent des armées de lobbyistes) et, d'autre part, à un niveau individuel, les remparts de la prise de conscience des fonctionnements prédateurs du capitalisme : « La nécessité compétitive des économies d'action signifie que les capitalistes de surveillance doivent avoir recours à tous les moyens pour substituer l'action hétéronome à l'action autonome ».

Pour Zuboff « L' "invasion de la vie privée" se présente donc désormais comme une dimension prévisible de l'inégalité sociale ». Elle insiste sur le fait que les capitalistes de surveillance « se sont entièrement accaparés la division du savoir dans la société », réduisant ainsi ledit savoir aux analyses des données personnelles (incorporation du savoir dans le capital fixe de l'*intelligence machine*) portées par une *classe vectorialiste*, mais passant sous silence le rôle joué par le champ de la connaissance (scientifique, experte, ordinaire) et par le savoir comme fondement de la force productive dans la dynamique générale du capitalisme (mais c'est là un autre problème). De fait, l'un des attributs de la *dataveillance* est qu'elle repose sur une asymétrie entre les surveillants qui possèdent la propriété et la maîtrise des processus de captation

et d'analyse des comportements (moyens de surveillance), ainsi que des données en résultant (produits de surveillance), et les surveillés qui sont exclus de la possession et du contrôle des « résultats » de leurs propres actions (*algorithmic knowledge gaps*) : « L'accès des sujets à leurs données personnelles et leurs traitements doit rester quasiment impossible car après un temps très court de captation et de rétention, l'effet de recoupement fait croître de manière exponentielle la somme d'information sur chaque sujet ».

Conclusion

On l'aura compris, le capitalisme de surveillance se fonde non pas sur une maximisation de la production (les GAFAM ne produisent que partiellement ce qu'ils vendent, ils sont surtout les serviteurs d'un autre type de production), mais sur celle de l'emprise sur la collectivité par le contrôle d'actifs qui, en l'espèce, relèvent de données personnelles qui sont extraites, traitées (production) et distribuées (circulation). C'est donc la prédation qui caractérise le mieux cette variété de capitalisme qui prend la forme d'un régime constant d'appropriation de l'information basée sur une asymétrie des savoirs assurant une rente.

À propos

LeDoTank

LeDoTank est une association dont la vocation est de chercher à combler le déficit de connaissance et de compréhension de ce que sont les entreprises moyennes ; déficit qui touche tous les champs : gouvernance, RSE, financement, performance sociale, etc.

LeDoTank s'inscrit dans l'écosystème des entreprises moyennes en initiant des projets qui associent entrepreneurs, experts et chercheurs pour mieux identifier leurs enjeux propres et chercher à mettre en avant leur singularité afin de proposer des solutions adaptées. Il s'agit de contribuer au renouvellement de leurs pratiques et d'informer les décideurs des règles du jeu sur les spécificités de ces entreprises.

Pour progresser dans ces différentes voies, leDoTank peut compter sur ses partenaires : ce sont des entreprises ou des organisations consacrant des ressources – financières et/ou humaines – à la recherche de réponses concrètes aux enjeux sociétaux qui touchent leurs marchés ou leur environnement direct, mais aussi plus largement, l'intérêt commun.

Contact leDoTank

Lorraine HARRIS
Déléguée Générale
Lorraine@ledotank.com

Nexia S&A

Nexia S&A est un groupe de 500 professionnels, dont 48 associés, spécialisé en audit, expertise comptable et conseil de la direction financière.

Le groupe et ses équipes apportent à leurs clients, PME, ETI et grands groupes, des solutions créatrices de valeurs dans les domaines comptables, financiers et ESG et les accompagnent pour les mettre en œuvre.

Nexia S&A cultive ses valeurs d'esprit d'équipe, confiance et compétence, et fonde son indépendance sur une totale maîtrise de son capital par ses associés et salariés.

Le groupe poursuit une stratégie de croissance maîtrisée fondée sur la présence de ses associés et managers sur le terrain, une offre de services évolutive, la généralisation du digital, une dimension internationale et le développement de la RSE tant en interne qu'au service de ses clients.

Nexia S&A exprime sa responsabilité sociétale dans sa gouvernance et ses pratiques managériales, et est très heureux d'accompagner leDoTank dans sa mission.

Contact Nexia S&A

Olivier JURAMIE
Associé – Directeur Général
o.juramie@nexia-sa.fr

La collection "Lu pour vous"

- | | |
|---|--|
| n°1 : Les marchés à l'épreuve de la morale | n°25 : La 6 ^e extinction : Comment l'Homme détruit la vie |
| n°2 : La nouvelle question laïque. Choisir la République | n°26 : Le principe de solidarité |
| n°3 : Les relations marchandes face au don | n°27 : Le mythe du déficit. Vers une économie du peuple |
| n°4 : Économie utile pour des temps difficiles | n°28 : La logique de l'honneur. Gestion des entreprises et traditions nationales |
| n°5 : Peut-on penser une liberté sans abondance ? | n°29 : Représenter et gouverner. Une histoire de l'élection |
| n°6 : La loi de 1905 n'aura pas lieu. Histoire politique des séparations des Églises et de l'État (1902-1908) | n°30 : Exit, voice, loyalty. Défection et prise de parole |
| n°7 : La gouvernance par les nombres | n°31 : Les désordres du travail. Enquêtes sur le nouveau productivisme |
| n°8 : Le capital au XXI ^e siècle | n°32 : Une histoire des règles en Occident |
| n°9 : Refonder l'entreprise | n°33 : La fabrique du consommateur. Une histoire de la société marchande |
| n°10 : Les Marchands et le Temple | n°34 : La naissance du principe de précaution. Responsabilité de l'avenir et avenir de la responsabilité |
| n°11 : La société selon Friedrich Hayek | n°35 : Le travail pressé. Pour une écologie des temps du travail |
| n°12 : Humanité. Une histoire optimiste | n°36 : Penser les risques du progrès. Sociétés du risque et modernité réflexive |
| n°13 : Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie | n°37 : Le nouvel esprit du capitalisme |
| n°14 : Printemps silencieux | n°38 : Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme |
| n°15 : La crise de l'État-providence | n°39 : De l'inégalité parmi les sociétés. Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire |
| n°16 : Enrichissement | n°40 : Peut-on faire de la nature un sujet de droit ? |
| n°17 : Terre-Patrie | |
| n°18 : Temps, économie et modernité | |
| n°19 : Les révoltes du ciel | |
| n°20 : La Voie pour l'avenir de l'humanité | |
| n°21 : L'État ou la violence maîtrisée | |
| n°22 : Le capitalisme d'héritiers. La crise française du travail | |
| n°23 : L'impossible automation | |
| n°24 : L'État consacré par le risque | |

- n°41 : La mort des sorcières et la mort
de la nature
- n°42 : Le maniement des hommes.
Essai sur la rationalité managériale
- n°43 : Contre-atlas de l'intelligence
artificielle
- n°44 : Le travail. Une valeur en voie
de disparition ?
- n°45 : Les femmes ont toujours travaillé.
Une histoire du travail des femmes
aux XIX^e et XX^e siècles
- n°46 : Les métamorphoses du
paternalisme. Histoire, dynamiques
et actualité
- n°47 : L'État ou la lisibilité du monde
- n°48 : Rompre le silence du monde.
Pour une écologie des sens
et des relations
- n°49 : L'Âge du capitalisme
de surveillance Les données,
or noir du XXI^e siècle